

2° avec effet au 1^{er} janvier 2022 par les montants de 15.077,64 euros et de 12.062,11 euros pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2022;

3° avec effet au 1^{er} janvier 2023 par les montants de 15.435,81 euros et de 12.348,64 euros pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2023;

4° avec effet au 1^{er} janvier 2024 par les montants de 15.802,61 euros et de 12.642,08 euros pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1^{er} janvier 2024.

Art. 2. Lorsqu'il s'agit d'une pension de survie, l'année de prise de cours à prendre en considération est l'année au cours de laquelle la pension de retraite du conjoint décédé a pris cours effectivement et pour la première fois si celui-ci bénéficiait de cette pension au moment de son décès.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021, à l'exception :

1° de l'article 1^{er}, 2° qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022;

2° de l'article 1^{er}, 3° qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023;

3° de l'article 1^{er}, 4° qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 4. La ministre qui a les Pensions dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 20 décembre 2020.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Pensions et de l'Intégration sociale,
chargée des Personnes handicapées,
de la Lutte contre la pauvreté et de Beliris

K. LALIEUX

2° door de bedragen van 15.077,64 euro en 12.062,11 euro met ingang van 1 januari 2022 voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2022 ingaan;

3° door de bedragen van 15.435,81 euro en 12.348,64 euro met ingang van 1 januari 2023 voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2023 ingaan;

4° door de bedragen van 15.802,61 euro en 12.642,08 euro met ingang van 1 januari 2024 voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2024 ingaan.

Art. 2. Wanneer het een overlevingspensioen betreft, is het in aanmerking te nemen ingangjaar het jaar tijdens welk het rustpensioen van de overleden echtgenoot daadwerkelijk en voor de eerste maal is ingegaan wanneer deze op het ogenblik van zijn overlijden dit pensioen genoot.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2021, met uitzondering van:

1° artikel 1, 2°, dat in werking treedt op 1 januari 2022;

2° artikel 1, 3°, dat in werking treedt op 1 januari 2023;

3° artikel 1, 4°, dat in werking treedt op 1 januari 2024.

Art. 4. De minister bevoegd voor Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2020.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen en Maatschappelijke Integratie,
belast met Personen met een beperking,
Armoedebestrijding en Beliris

K. LALIEUX

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/44714]

23 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/050 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/010 du 30 avril 2020 concernant une mission déléguée à la S.A. Société Régionale d'Investissement de Bruxelles (SRIB) d'octroi de crédits à certaines entreprises du secteur de l'Horeca ou fournissant celui-ci en raison de la crise sanitaire du COVID-19

Rapport au Gouvernement

Le 30 avril 2020, le Gouvernement a confié une mission déléguée à la Société Régionale d'Investissement de Bruxelles SA (SRIB) consistant à octroyer des prêts à taux d'intérêts modérés à certaines entreprises du secteur horeca ou à ses fournisseurs, dans le contexte de la crise sanitaire provoquée par le COVID-19.

Compte tenu de la persistance de la crise, il est nécessaire d'ajuster la mission déléguée, en:

- ouvrant le public cible à tous les secteurs, au-delà du secteur horeca, dans la mesure où de très nombreux secteurs sont affectés par la crise ;

- fixant un montant minimum pour les prêts ;

- prolongeant la durée de la mesure d'aide.

Cette extension de la mission ne nécessite pas de ressources financières supplémentaires pour sa mise en œuvre par la SRIB.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/44714]

23 DECEMBER 2020. — Bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/050 tot wijziging van het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/010 van 30 april 2020 betreffende een gedelegeerde opdracht aan de nv Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (GIMB) voor de toekenning van kredieten aan bepaalde ondernemingen in de horecasector of voor de toelevering ervan vanwege de COVID-19-gezondheids crisis

Verslag aan de Regering

Op 30 april 2020 heeft de Regering een gedelegeerde opdracht toevertrouwd aan de nv Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (GIMB) om kredieten tegen matige rentevoeten toe te kennen aan bepaalde ondernemingen uit de horecasector of toeleveringsbedrijven ervan, tegen de achtergrond van de door COVID-19 veroorzaakte gezondheids crisis.

Gelet op het aanhouden van de crisis, is het noodzakelijk om de gedelegeerde opdracht aan te passen, door:

- het doelpubliek uit te breiden naar alle sectoren, naast de horecasector, aangezien bijzonder veel sectoren door de crisis zijn getroffen;

- een minimumbedrag vast te leggen voor de leningen;

- de duur van de steunmaatregel te verlengen.

Deze uitbreiding van de opdracht vergt geen bijkomende financiële middelen voor de uitvoering ervan door de GIMB.

Commentaire des articles

L'article 1^{er} du projet d'arrêté adapte le titre de l'arrêté initial d'attribution de la mission déléguée.

L'article 2 ajoute une définition d' « entreprise bruxelloise ».

Les articles 3 à 6 étendent le champ d'application de la mesure à tous les secteurs. Étant donné que la mesure d'aide relève du règlement de minimis, il va sans dire que les secteurs exclus sur la base du règlement de minimis ne pourront toujours pas prétendre aux crédits (comme les entreprises actives dans la production agricole primaire).

L'extension du périmètre n'affecte pas les prêts accordés aux fournisseurs du secteur horeca. La condition qu'elle concerne des entreprises qui fournissent des produits alimentaires ou des services à plusieurs entreprises HORECA bruxelloises continue de s'appliquer. Pour cette raison, la définition d' « entreprise HORECA bruxelloise » à l'article 1^{er}, 6^o, de l'arrêté n^o 2020/010 est également retenue.

L'article 4 du projet de décision fixe en outre un montant minimum pour les prêts, à savoir 75 000 EUR. L'introduction de ce montant plancher se justifie par les considérations suivantes :

- Le dispositif est destiné aux entreprises de plus de 10 ETP. Les besoins financiers de ces entreprises et la durée de la crise apparaissent en concordance avec la fixation d'un montant minimal de 75.000 euros par prêt.

- Ce produit financier est complémentaire d'un dispositif de prêt pour les entreprises de moins de 10 ETP qui va être mis en place auprès de Brusoc et qui proposera des prêts jusqu'à 100.000 euros. D'autres dispositifs de soutien, tels que les primes, sont également surtout adaptés aux petites entreprises.

- Les frais de fonctionnement octroyés à la SRIB ne représentent qu'1,25% du budget consacré aux prêts. Ils sont inférieurs aux standards du marché. Dans ce cadre, le temps du personnel doit nécessairement être optimisé.

L'article 7 du projet de décision prolonge la durée de la mesure d'aide. Les prêts peuvent être demandés jusqu'au 31 décembre 2021 et être accordés le 28 février 2022 au plus tard.

L'article 8 du projet habilite le Gouvernement à modifier par arrêté ordinaire certains paramètres de la mesure. Il ressort en effet de l'expérience des mesures de soutien de l'économie antérieures qu'il est très important que le Gouvernement conserve, même après l'expiration des pouvoirs spéciaux, son agilité pour ajuster ces mesures.

Enfin, différentes dispositions transitoires sont prévues à l'article 9. Elles concernent les prêts en cours ainsi que les demandes en cours de traitement au moment de l'entrée en vigueur de la modification.

Prise en compte de l'avis du Conseil d'Etat

Cet avis a été sollicité avec le délai d'urgence de 5 jours ouvrables. Le Conseil d'Etat a remis son avis 68.464 le 17 décembre 2020. Cet avis est publié ci-après.

Dans cet avis, le Conseil d'Etat formule différentes observations. Il relève d'abord (point 5) que l'emploi, à l'article 3 du projet, du terme « certaines » devant les mots « entreprises bruxelloises », peut induire en erreur. Le mot « certaines » a dès lors été omis de cet article, mais aussi de l'article 1^{er} qui remplace le titre de l'arrêté modifié.

Le Conseil d'Etat estime en outre (point 6) que la justification de l'introduction d'un montant plancher de 75.000 euros pour les prêts est insuffisante et qu'elle doit être complétée en ayant égard au principe d'égalité. La justification du montant plancher a été développée ci-dessus.

L'article 8 du projet introduit dans l'arrêté modifié la disposition habilitant le Gouvernement à modifier par arrêté ordinaire certains paramètres de la mesure. Le Conseil d'Etat considère que les mots « même après la fin de pouvoirs spéciaux » sont superflus et risquent d'induire le lecteur en erreur.

Nous estimons néanmoins que la précision n'est pas superflue pour exprimer la portée de la disposition dans le temps, étant précisé qu'il appartiendra naturellement au Parlement de déterminer le mode de modification admissible de l'arrêté de pouvoirs spéciaux après que l'assemblée aura confirmé cet arrêté par ordonnance. Cette habilitation est donc nettement circonscrite dans le temps. Une correction est apportée à cet article 8 afin de tenir compte du mode de fonctionnement collégial du Gouvernement.

Enfin, le Conseil d'Etat prend acte (point 8) d'une proposition de complétion de la disposition transitoire. Cette proposition est intégrée à l'article 9 du projet.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 van het ontwerpbesluit past de titel van het oorspronkelijk besluit tot toekenning van de gedelegeerde opdracht aan.

Artikel 2 voegt een definitie van "Brusselse onderneming" toe.

De artikelen 3 tot 6 breiden het toepassingsgebied van de maatregel uit naar alle sectoren. Gelet op het feit dat de steunmaatregel valt onder de de-minimisverordening, spreekt het voor zich dat de sectoren die zijn uitgesloten op basis van de de-minimisverordening nog altijd geen aanspraak zullen kunnen maken op de kredieten (zoals de ondernemingen actief in de primaire landbouwproductie).

De uitbreiding van het toepassingsgebied heeft geen invloed op de leningen die worden toegekend aan de leveranciers van de horecasector. Daar blijft de voorwaarde dat het gaat om ondernemingen die levensmiddelen of diensten leveren aan meerdere Brusselse horecaondernemingen van toepassing. Om die reden blijft de definitie van "Brusselse horecaonderneming" in artikel 1, 6^o, van het besluit nr. 2020/010 ook behouden.

Artikel 4 van het ontwerpbesluit legt bovendien een minimumbedrag voor de leningen vast, met name 75.000 euro. De invoering van dit minimumbedrag wordt gerechtvaardigd door de volgende overwegingen:

- De regeling is bedoeld voor ondernemingen met meer dan 10 VTE's. De financiële behoeften van deze ondernemingen en de duur van de crisis lijken in overeenstemming te zijn met de vaststelling van een minimumbedrag van 75.000 euro per lening.

- Dit financiële product is een aanvulling op een leenregeling voor ondernemingen met minder dan 10 VTE's die bij Brusoc werd opgezet en die leningen tot 100.000 euro zal aanbieden. Andere steunregelingen, zoals de premies, zijn ook bijzonder geschikt voor kleine ondernemingen.

- De werkingskosten die aan de GIMB worden toegekend vertegenwoordigen slechts 1,25% van het voor de leningen voorziene budget. Ze liggen onder de marktstandaard. In dit kader, moet de tijd van het personeel noodzakelijkerwijs worden geoptimaliseerd.

Artikel 7 van het ontwerpbesluit verlengt de duur van de steunmaatregel. De leningen zullen tot 31 december 2021 aangevraagd kunnen worden en ten laatste op 28 februari 2022 toegekend kunnen worden.

Artikel 8 van het ontwerp verleent de bevoegdheid aan de Regering om, bij gewoon besluit, bepaalde parameters van de maatregel te wijzigen. De ervaring met eerdere steunmaatregelen heeft aangetoond dat het van groot belang is dat de Regering, zelfs na het verstrijken van de bijzondere machten, haar flexibiliteit behoudt om deze maatregelen aan te kunnen passen.

Ten slotte, worden in artikel 9 verschillende overgangsbepalingen voorzien. Zij hebben betrekking op de lopende leningen, evenals op de aanvragen die in behandeling zijn bij de inwerkingtreding van de wijziging.

Inachtneming van het advies van de Raad van State

Er werd gevraagd om dit advies met spoed uit te brengen binnen een termijn van 5 werkdagen. De Raad van State heeft op 17 december 2020 advies 68.464 uitgebracht. Dat advies wordt hierna bekendgemaakt.

In dit advies formuleert de Raad van State verschillende opmerkingen. Allereerst, merkt de Raad (in punt 5) op dat het gebruik, in artikel 3 van het ontwerp, van het woord "bepaalde" voor de woorden "Brusselse ondernemingen" misleidend kan zijn. Het woord 'bepaalde' werd daarom weggelaten uit dit artikel, maar ook uit artikel 1, dat de aanhef van het gewijzigde besluit vervangt.

De Raad van State is (in punt 6) ook van mening dat de rechtvaardiging voor de invoering van een minimumbedrag van 75.000 euro voor de leningen niet volstaat en moet worden aangevuld met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel. De rechtvaardiging van het minimumbedrag werd hierboven uitgewerkt.

Artikel 8 van het ontwerp voert in het gewijzigde besluit de bepaling in die de Regering de bevoegdheid verleent om bij gewoon besluit bepaalde parameters van de maatregel te wijzigen. De Raad van State is van mening dat de woorden "zelfs na het einde van de bijzondere machten" overbodig zijn en de lezer kunnen misleiden.

Desalniettemin, zijn wij van mening dat deze verduidelijking van de reikwijdte van de bepaling in de tijd niet overbodig is, met dien verstande dat het uiteraard het Parlement zal toekomen te bepalen op welke wijze het bijzondere machtenbesluit kan worden gewijzigd nadat het Parlement dit besluit bij ordonnantie heeft bekrachtigd. Deze machtiging is dus duidelijk in de tijd beperkt. In dit artikel 8 werd een correctie aangebracht om rekening te houden met de collegiale werking van de Regering.

Tot slot, neemt de Raad van State (in punt 8) akte van een voorstel tot aanvulling van de overgangsbepaling. Dit voorstel werd opgenomen in artikel 9 van het ontwerp.

Conseil d'État
Section de Législation

Avis 68.464/1 du 17 décembre 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/0NN 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/010 du 30 avril 2020 concernant une mission déléguée à la S.A. Société Régionale d'Investissement de Bruxelles (SRIB) d'octroi de crédits à certaines entreprises du secteur de l'Horeca ou fournissant celui-ci en raison de la crise sanitaire du COVID-19'

Le 10 décembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale, chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/0NN 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/010 du 30 avril 2020 concernant une mission déléguée à la S.A. Société Régionale d'Investissement de Bruxelles (SRIB) d'octroi de crédits à certaines entreprises du secteur de l'Horeca ou fournissant celui-ci en raison de la crise sanitaire du COVID-19'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 14 décembre 2020. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wilfried VAN VAERENBERGH et Wouter PAS, conseillers d'État, Johan PUT, assesseur, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Kristine BAMS, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix VAN DAMME, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 décembre 2020.

*

1. Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée comme suit:

« La crise sanitaire du COVID-19 a un impact significatif sur l'activité économique de nombreuses entreprises à la fois directement et indirectement, du fait des mesures sanitaires imposées. Il est et reste donc nécessaire de répondre rapidement aux besoins des entreprises concernées, afin de les protéger au maximum des conséquences financières de la crise. Parmi un large éventail de mesures d'aide, il apparaît nécessaire d'étendre l'octroi de crédits aux entreprises bruxelloises au-delà du secteur HORECA et de prolonger la durée de la mesure, qui a été mise en œuvre à travers une mission déléguée à la SRIB. Tel est l'objet de l'arrêté modificatif soumis à votre examen ».

*

2. Conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

3. Le projet soumis pour avis a pour objet de modifier l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/010 du 30 avril 2020 'concernant une mission déléguée à la S.A. Société Régionale d'Investissement de Bruxelles (SRIB) d'octroi de crédits à certaines entreprises du secteur de l'Horeca ou fournissant celui-ci en raison de la crise sanitaire du COVID-19'. Les modifications en projet prévoient notamment un élargissement des destinataires des crédits concernés, dès lors que, dorénavant, ce n'est plus exclusivement le secteur horeca qui peut bénéficier de l'octroi de crédit, mais également des entreprises bruxelloises qui ne relèvent pas de ce secteur. En outre, le projet fixe un montant minimum pour les prêts, il porte le délai de remboursement de cinq à sept ans et il prolonge la durée de la mesure d'aide. Le projet confère également différentes habilitations au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, qui s'appliqueront également après l'expiration des pouvoirs spéciaux. Un régime transitoire est élaboré pour les crédits octroyés avant l'entrée en vigueur de

Raad van State,
Afdeling Wetgeving

Advies 68.464/1 van 17 december 2020 over een ontwerp van bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/0NN 'tot wijziging van het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/010 van 30 april 2020 betreffende een gedelegeerde opdracht aan de nv Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (GIMB) voor de toekenning van kredieten aan bepaalde ondernemingen in de horecasector of voor de toelevering ervan vanwege de COVID-19-gezondheidscrisis'

Op 10 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met klimaattransitie, leefmilieu, energie en participatieve democratie verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/0NN 'tot wijziging van het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/010 van 30 april 2020 betreffende een gedelegeerde opdracht aan de nv Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (GIMB) voor de toekenning van kredieten aan bepaalde ondernemingen in de horecasector of voor de toelevering ervan vanwege de COVID-19-gezondheidscrisis'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 14 december 2020. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wilfried VAN VAERENBERGH en Wouter PAS, staatsraden, Johan PUT, assessor, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Kristine BAMS, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 december 2020.

*

1. Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd als volgt:

“La crise sanitaire du COVID-19 a un impact significatif sur l'activité économique de nombreuses entreprises à la fois directement et indirectement, du fait des mesures sanitaires imposées. Il est et reste donc nécessaire de répondre rapidement aux besoins des entreprises concernées, afin de les protéger au maximum des conséquences financières de la crise. Parmi un large éventail de mesures d'aide, il apparaît nécessaire d'étendre l'octroi de crédits aux entreprises bruxelloises au-delà du secteur HORECA et de prolonger la durée de la mesure, qui a été mise en œuvre à travers une mission déléguée à la SRIB. Tel est l'objet de l'arrêté modificatif soumis à votre examen”.

*

2. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling Wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

3. Het om advies voorgelegde ontwerp strekt tot het wijzigen van het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/010 van 30 april 2020 'betreffende een gedelegeerde opdracht aan de nv Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (GIMB) voor de toekenning van kredieten aan bepaalde ondernemingen in de horecasector of voor de toelevering ervan vanwege de COVID-19-gezondheidscrisis'. De ontworpen wijzigingen houden onder meer een verruiming in van de bestemmingen van de betrokken kredieten aangezien voortaan niet uitsluitend de horecasector, maar ook Brusselse ondernemingen buiten de horecasector voor de kredietverlening in aanmerking komen. Daarnaast wordt een minimumbedrag voor de leningen vastgesteld, wordt de terugbetalingstermijn verlengd van vijf naar zeven jaar en wordt de duur van de steunmaatregel verlengd. Ook worden verschillende machtigingen verleend aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering die ook gelden na het einde van de bijzondere machten. Voor leningen toegekend voor de inwerkingtreding van

l'arrêté en projet. L'intention est de fixer l'entrée en vigueur du dispositif en projet le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

4. Les modifications en projet peuvent être réputées trouver un fondement juridique dans l'article 2, § 1^{er}, de l'ordonnance du 23 novembre 2020 'visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19', auquel fait référence le premier alinéa du préambule du projet.

Conformément à l'article 3, § 1^{er}, de l'ordonnance précitée, l'arrêté en projet, une fois adopté, devra encore être confirmé dans un délai de six mois prenant cours à la fin de la période des pouvoirs spéciaux organisés par l'ordonnance. À défaut de confirmation dans ce délai, le dispositif en projet sera réputé n'avoir jamais produit d'effets.

Article 3

5. Il ressort de la formulation du membre de phrase substitutif, qui sera inséré dans l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté de pouvoirs spéciaux à modifier, que les crédits remboursables sont octroyés à « certaines » entreprises bruxelloises et aux fournisseurs de l'HORECA. Le mot « certaines » est ambigu, dès lors qu'il donne l'impression que seules des catégories d'entreprises bien déterminées pourront bénéficier des crédits remboursables et la question pourrait se poser de savoir quelles sont ces catégories et sur la base de quels critères elles sont définies. Sans doute les auteurs du projet entendent-ils en utilisant le mot « certaines » exprimer que seules les entreprises qui satisfont aux conditions mentionnées dans l'arrêté en projet peuvent bénéficier d'un crédit remboursable. Le caractère superflu du mot « certaines » ressort au demeurant de différentes autres dispositions du projet qui font mention d'« entreprises bruxelloises » et non de « certaines entreprises bruxelloises ». Mieux vaut dès lors supprimer le mot « certaines » (« bepaalde ») de l'article 3 du projet.

Article 4

6. Le prêt visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, de l'arrêté de pouvoirs spéciaux à modifier, s'élèvera à minimum 75.000 euros (article 4, 2^o, du projet). Selon la note adressée aux membres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ce montant minimum vise à « éviter que la SRIB ne soit dépassé[e] par les demandes ». On peut considérer que l'instauration d'un montant minimum pour les prêts concernés relève de la liberté d'appréciation des auteurs du projet. Il n'en demeure pas moins que l'importance de ce montant ne peut pas être fixée de manière arbitraire, mais au contraire en ayant égard au principe d'égalité garanti par la Constitution. Cela implique qu'il doit exister un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et l'objectif poursuivi. On peut difficilement considérer que l'instauration d'un montant minimum de 75.000 euros est raisonnablement justifiée par la seule évocation du risque que la SRIB soit dépassée par les demandes, alors que la mesure a précisément pour objectif de gérer les conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19. Les auteurs du projet devront être en mesure de fonder le choix d'un montant minimum de 75.000 euros sur une autre justification, mieux en accord avec le principe d'égalité.

Article 8.

7. Dans la phrase introductive de l'article 14/1, en projet, de l'arrêté de pouvoirs spéciaux à modifier, le membre de phrase « , même après la fin des pouvoirs spéciaux » est à la fois superflu et ambigu. Il va de soi qu'il ne peut se déduire de cette phrase que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut décider lui-même et sans limite de temps d'exercer les compétences qui lui ont été attribuées par une ordonnance de pouvoirs spéciaux.

Article 9.

8. L'article 9 du projet comporte un régime transitoire pour les bénéficiaires de crédits qui ont déjà été octroyés avant l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. La question se pose toutefois de savoir s'il ne convient pas de prévoir un régime transitoire pour les demandes de crédit qui sont pendantes au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet. Invité à fournir des précisions à ce sujet, le délégué a communiqué ce qui suit :

« Les quelques modifications apportées par le présent projet d'arrêté vont dans la direction d'un assouplissement des conditions : élargissement du champ des bénéficiaires, prolongation du délai maximum de remboursement et prolongation de la mesure elle-même. Une seule exception à cela: l'instauration d'un montant plancher de 75.000 euros pour les prêts octroyés.

het ontworpen besluit wordt een overgangsregeling uitgewerkt. Het is de bedoeling om de ontworpen regeling in werking te laten treden op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

4. De ontworpen wijzigingen kunnen worden geacht rechtsgrond te vinden in artikel 2, § 1, van de ordonnantie van 23 november 2020 'tot toekenning van bijzondere machten aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering naar aanleiding van de gezondheids crisis ten gevolge van COVID-19', waarnaar wordt verwezen in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp.

Het ontworpen besluit moet, eens aangenomen, overeenkomstig artikel 3, § 1, van de voornoemde ordonnantie ook nog worden bekrachtigd binnen een termijn van zes maanden die ingaat op het einde van de periode van bijzondere machten die door de ordonnantie worden geregeld. Gebeurt dat niet binnen die termijn dan zal de ontworpen regeling geacht worden nooit uitwerking te hebben gehad.

Artikel 3

5. Blijkens de bewoordingen van de vervangende zinsnede die in artikel 3, eerste lid, van het te wijzigen bijzondere machtenbesluit zal worden ingevoegd, worden de terugbetaalbare kredieten toegekend aan "bepaalde" Brusselse ondernemingen en de leveranciers van de horecasector. Het woord "bepaalde" is misleidend omdat er mee de indruk wordt gewekt dat slechts welbepaalde categorieën ondernemingen voor de terugbetaalbare kredieten in aanmerking zullen komen en de vraag zou kunnen rijzen welke die categorieën zijn en op basis van welke criteria zij worden vastgelegd. Allicht bedoelen de stellers van het ontwerp met het woord "bepaalde" tot uitdrukking te brengen dat uitsluitend die ondernemingen voor een terugbetaalbaar krediet in aanmerking komen die beantwoorden aan de voorwaarden die in het ontworpen besluit worden vermeld. Dat het gebruik van het woord "bepaalde" trouwens overbodig is, blijkt uit diverse andere bepalingen van het ontwerp waarin melding wordt gemaakt van "Brusselse ondernemingen" en niet van "bepaalde Brusselse ondernemingen". Het woord "bepaalde" ("certaines") wordt derhalve het best geschrapt in artikel 3 van het ontwerp.

Artikel 4

6. De in artikel 6, eerste lid, van het te wijzigen bijzondere machtenbesluit, bedoelde lening zal minimaal 75.000 euro bedragen (artikel 4, 2^o, van het ontwerp). Dit minimumbedrag strekt er volgens de nota aan de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering toe "om te vermijden dat de GIMB wordt overspoeld door aanvragen". Het invoeren van een minimumbedrag voor de betrokken leningen mag tot de beoordelingsvrijheid van de stellers van het ontwerp worden gerekend. Niettemin mag de vaststelling van de hoogte van dat bedrag niet arbitrair gebeuren, maar wel met inachtneming van het grondwettelijk gewaarborgde gelijkheidsbeginsel. Dit laatste impliceert dat er een redelijk verband van evenredigheid dient te bestaan tussen de aangewende middelen en het beoogde doel. Het invoeren van een minimumbedrag van 75.000 euro kan bezwaarlijk worden geacht op een redelijke wijze te worden verantwoord door de enkele verwijzing naar het risico dat erin bestaat dat de GIMB zou dreigen te worden overspoeld door aanvragen, terwijl het doel van de maatregel er precies in dient te bestaan om de sociaaleconomische gevolgen van de COVID-19-pandemie op te vangen. De stellers van het ontwerp zullen de keuze van een minimumbedrag van 75.000 euro op een andere, beter op het gelijkheidsbeginsel afgestemde verantwoording moeten kunnen steunen.

Artikel 8

7. In de inleidende zin van het ontworpen artikel 14/1 van het te wijzigen bijzondere machtenbesluit, is de zinsnede " , zelfs na het einde van de bijzondere machten," tegelijk overbodig en misleidend. Er kan uit die zinsnede uiteraard niet worden afgeleid dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zelf en onbeperkt in de tijd kan beslissen over de uitoefening van bevoegdheden die haar bij een bijzondere machten-ordonnantie zijn toegekend.

Artikel 9

8. Artikel 9 van het ontwerp bevat een overgangsregeling voor begunstigden van reeds voor de inwerkingtreding van het ontworpen besluit toegekende leningen. De vraag rijst echter of geen overgangsregeling vereist is voor leningsaanvragen die hangende zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit. Hierover om nadere toelichting verzocht, deelde de gemachtigde het volgende mee:

"Les quelques modifications apportées par le présent projet d'arrêté vont dans la direction d'un assouplissement des conditions : élargissement du champ des bénéficiaires, prolongation du délai maximum de remboursement et prolongation de la mesure elle-même. Une seule exception à cela: l'instauration d'un montant plancher de 75.000 euros pour les prêts octroyés.

En ce qui concerne les demandes pendantes émanant d'entreprises entrant dans le champ d'application initial, il nous semble judicieux, par souci de sécurité et de prévisibilité juridique, de ne pas leur appliquer le nouveau montant plancher. Les autres nouvelles conditions ne restreignent pas leurs droits. Par conséquent, nous pourrions ajouter à l'article 9 un 3^e alinéa rédigé comme suit :

'(...) La demande de prêt introduite par une entreprise HORECA bruxelloise ou par un fournisseur du secteur HORECA qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté est traitée sur la base de l'arrêté tel que modifié par le présent arrêté, si ce n'est que le montant du prêt peut être inférieur à 75.000 euros'.

En ce qui concerne les entreprises dont la demande aurait été rejetée, rien dans l'arrêté modifié ne s'oppose à ce qu'elles introduisent une nouvelle demande ».

De griffier
W. GEURTS.

Le greffier
M. VAN DAMME

Notes

- 1 Voir les articles 4, 1^o, 5 et 6 du projet.
- 2 Mieux vaut également supprimer le mot « certaines » de l'intitulé du projet

23 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/050 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/010 du 30 avril 2020 concernant une mission déléguée à la S.A. Société Régionale d'Investissement de Bruxelles (SRIB) d'octroi de crédits à certaines entreprises du secteur de l'Horeca ou fournissant celui-ci en raison de la crise sanitaire du COVID-19

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 23 novembre 2020 visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, l'article 2, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/010 du 30 avril 2020 concernant une mission déléguée à la S.A. Société Régionale d'Investissement de Bruxelles (SRIB) d'octroi de crédits à certaines entreprises du secteur de l'Horeca ou fournissant celui-ci en raison de la crise sanitaire du COVID-19, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/046 du 18 juin 2020 ;

Vu l'article 2, § 3, 5^o, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 novembre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 décembre 2020 ;

Vu l'urgence, motivée par la crise sanitaire actuelle, qui a un impact significatif sur l'activité économique de nombreuses entreprises à la fois directement et indirectement par les mesures de sécurité imposées ;

Qu'il est et reste donc nécessaire de répondre rapidement aux besoins des entreprises concernées, afin de les protéger au maximum des conséquences financières de la crise ;

Que, dans le cadre d'un large éventail de mesures d'aide, il apparaît nécessaire d'étendre l'octroi de crédit aux entreprises bruxelloises en dehors du secteur HORECA et de prolonger la durée de la mesure ;

Vu l'avis 68.464/1 du Conseil d'Etat, donné le 17 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la loi 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et aux sociétés régionales d'investissement, articles 2, § 3, et 4, § 5 ;

Considérant que l'urgence exposée ci-dessus ne permet pas de consulter le Conseil économique et social, ce qu'autorise l'article 2, § 4, de l'ordonnance du 23 novembre 2020 visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

En ce qui concerne les demandes pendantes émanant d'entreprises entrant dans le champ d'application initial, il nous semble judicieux, par souci de sécurité et de prévisibilité juridique, de ne pas leur appliquer le nouveau montant plancher. Les autres nouvelles conditions ne restreignent pas leurs droits. Par conséquent, nous pourrions ajouter à l'article 9 un 3^e alinéa rédigé comme suit :

'(...) La demande de prêt introduite par une entreprise HORECA bruxelloise ou par un fournisseur du secteur HORECA qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté est traitée sur la base de l'arrêté tel que modifié par le présent arrêté, si ce n'est que le montant du prêt peut être inférieur à 75.000 euros'.

En ce qui concerne les entreprises dont la demande aurait été rejetée, rien dans l'arrêté modifié ne s'oppose à ce qu'elles introduisent une nouvelle demande”.

De griffier
W. GEURTS

De Voorzitter
M. VAN DAMME

Nota's

1. Zie de artikelen 4, 1^o, 5 en 6 van het ontwerp.
2. Ook in het opschrift van het ontwerp wordt het woord “bepaalde” het best geschrapt.

23 DECEMBER 2020. — Bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/050 tot wijziging van het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/010 van 30 april 2020 betreffende een gedelegeerde opdracht aan de nv Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (GIMB) voor de toekenning van kredieten aan bepaalde ondernemingen in de horecasector of voor de toelevering ervan vanwege de COVID-19-gezondheids crisis

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 23 november 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering naar aanleiding van de gezondheids crisis ten gevolge van COVID-19, artikel 2, § 1;

Gelet op het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/010 van 30 april 2020 betreffende een gedelegeerde opdracht aan de nv Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (GIMB) voor de toekenning van kredieten aan bepaalde ondernemingen in de horecasector of voor de toelevering ervan vanwege de COVID-19-gezondheids crisis, gewijzigd bij het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/046 van 18 juni 2020;

Gelet op artikel 2, § 3, 5^o, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkheidskansen test;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 november 2020;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 december 2020;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de voortdurende gezondheids crisis, die zowel rechtstreeks als onrechtstreeks via de opgelegde veiligheidsmaatregelen een gevoelige impact heeft op de economische bedrijvigheid van veel ondernemingen;

Dat het dus noodzakelijk is en blijft om snel in te spelen op de noden van de getroffen ondernemingen, ten einde hun zoveel als mogelijk te vrijwaren van de financiële gevolgen van de crisis;

Dat, als deel van een breed gamma aan steunmaatregelen, het nodig blijkt om de toekenning van kredieten uit te breiden naar Brusselse ondernemingen buiten de horecasector en de duur van de maatregel te verlengen;

Gelet op het advies 68.464/1 van de Raad van State, gegeven op 17 december 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Participatie- en Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen, artikelen 2, § 3, en 4, § 5;

Overwegende dat de hierboven uiteengezette spoedeisendheid het niet mogelijk maakt het advies van de Economische en Sociale Raad in te winnen, zoals toegelaten door artikel 2, § 4, van de ordonnantie van 23 november 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering naar aanleiding van de gezondheids crisis ten gevolge van COVID-19;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/010 du 30 avril 2020 concernant une mission déléguée à la S.A. Société Régionale d'Investissement de Bruxelles (SRIB) d'octroi de crédits à certaines entreprises du secteur de l'Horeca ou fournissant celui-ci en raison de la crise sanitaire du COVID-19 est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/010 concernant une mission déléguée à la S.A. Société Régionale d'Investissement de Bruxelles (SRIB) d'octroi de crédits aux entreprises bruxelloises et aux fournisseurs du secteur HORECA en raison de la crise sanitaire du COVID-19 ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, est inséré le 6°/1 rédigé comme suit :

« 6°/1: entreprise bruxelloise : une entreprise possédant au moins une unité d'établissement sise en Région, qui y exerce une activité économique et y dispose de moyens humains et de biens propres qui lui sont spécifiquement affectés ; ».

Art. 3. Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « à des entreprises du secteur de l'Horeca ou fournissant ce secteur » sont remplacés par les mots « aux entreprises bruxelloises et aux fournisseurs de l'HORECA ».

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, les modifications sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « entreprises HORECA bruxelloises » sont remplacés par les mots « entreprises bruxelloises » ;

2° l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Le prêt s'élève à minimum 75.000 euros. » ;

3° dans l'alinéa 3, le nombre « 0 » est remplacé par le nombre « 75.000 » ;

4° dans l'alinéa 4, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept ».

Art. 5. Dans l'article 7, § 2, alinéa 1^{er} et alinéa 2, du même arrêté, les mots « entreprises HORECA bruxelloises » sont remplacés par les mots « entreprises bruxelloises ».

Art. 6. Dans l'article 8, alinéa 3, du même arrêté, les mots « entreprises HORECA bruxelloises » sont remplacés par les mots « entreprises bruxelloises ».

Art. 7. A l'article 12 du même arrêté, les modifications sont apportées :

1° dans le 1°, les mots « 28 février 2021 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2021 » ;

2° dans le 2°, les mots « 30 avril 2021 » sont remplacés par les mots « 28 février 2022 ».

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art. 14/1. Le Gouvernement est habilité à modifier par arrêté, même après la fin des pouvoirs spéciaux :

1° les taux visés à l'article 6, alinéa 3 ;

2° les seuils et plafonds de montants visés à l'article 6, alinéas 2 et 3 ;

3° le nombre de personnes employées visé à l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, 1° ;

4° le calendrier de la mission déléguée visé à l'article 12. ».

Op voorstel van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/010 van 30 april 2020 betreffende een gedelegeerde opdracht aan de nv Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (GIMB) voor de toekenning van kredieten aan bepaalde ondernemingen in de horecasector of voor de toelevering ervan vanwege de COVID-19-gezondheids crisis wordt vervangen als volgt:

“Bijzondere machtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/010 betreffende een gedelegeerde opdracht aan de nv Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (GIMB) voor de toekenning van kredieten aan Brusselse ondernemingen en de leveranciers van de horecasector vanwege de COVID-19-gezondheids crisis”.

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt de bepaling onder 6°/1 ingevoegd, luidende:

“6°/1 Brusselse onderneming: een onderneming die minstens één vestigingseenheid heeft in het Gewest, er een economische activiteit uitoefent en er over menselijke middelen en goederen beschikt die specifiek voor haar bestemd zijn;”.

Art. 3. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “aan ondernemingen in de horecasector of voor de toelevering van deze sector” vervangen door de woorden “aan Brusselse ondernemingen en de leveranciers van de horecasector”.

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden “Brusselse horecaondernemingen” vervangen door de woorden “Brusselse ondernemingen”

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin:

“De lening bedraagt minimaal 75.000 euro.”;

3° in het derde lid wordt het getal “0” vervangen door het getal “75.000”;

4° in het vierde lid wordt het woord “vijf” vervangen door het woord “zeven”.

Art. 5. In artikel 7, § 2, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “Brusselse horecaondernemingen” vervangen door de woorden “Brusselse ondernemingen”.

Art. 6. In artikel 8, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “Brusselse horecaondernemingen” vervangen door de woorden “Brusselse ondernemingen”.

Art. 7. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de bepaling onder 1° worden de woorden “28 februari 2021” vervangen door de woorden “31 december 2021”;

2° in de bepaling onder 2° worden de woorden “30 april 2021” vervangen door de woorden “28 februari 2022”.

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidende:

« Art. 14/1. De Regering wordt gemachtigd om, zelfs na het einde van de bijzondere machten, bij besluit te wijzigen:

1° de rentevoeten bedoeld in artikel 6, derde lid;

2° de bedragdrempels en -plafonds bedoeld in artikel 6, tweede en derde lid;

3° het aantal tewerkgestelde personen bedoeld in artikel 7, § 2, eerste lid, 1°;

4° de kalender van de gedelegeerde opdracht bedoeld in artikel 12.”.

Art. 9. Les crédits octroyés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté pour un montant de moins de 75.000 euros restent valides.

Les bénéficiaires des crédits octroyés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent demander à la SRIB d'examiner la possibilité d'un allongement du délai de remboursement, sans que ce délai puisse excéder sept ans.

Les demandes de prêt introduites par des entreprises HORECA bruxelloises ou par des fournisseurs du secteur HORECA qui n'ont pas encore fait l'objet d'une décision au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont traitées sur la base de l'arrêté tel que modifié par le présent arrêté, si ce n'est que le montant du prêt peut être inférieur à 75.000 euros.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 décembre 2020.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
R. VERVOORT

Le Ministre de l'Economie,
A. MARON

Le Ministre des Finances et du Budget,
S. GATZ

Art. 9. De leningen toegekend voor de inwerkingtreding van dit besluit voor een bedrag van minder dan 75.000 euro blijven geldig.

De begunstigen van leningen toegekend voor de inwerkingtreding van dit besluit kunnen aan de GIMB vragen om de mogelijkheid om een verlenging van de aflossingstermijn te bestuderen, zonder dat die termijn meer dan zeven jaar mag bedragen.

De leningaanvragen ingediend door Brusselse horecaondernemingen of leveranciers van de horecasector waarover op het moment van de inwerkingtreding van dit besluit nog geen beslissing is genomen, worden behandeld op basis van het besluit zoals gewijzigd door dit besluit, met dien verstande dat de lening minder dan 75.000 euro kan bedragen.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. De minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 december 2020.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-Président,
R. VERVOORT

De Minister van Economie,
A. MARON

De Minister van Financiën en Begroting,
S. GATZ

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2020/44238]

Huissier de justice

Par arrêté royal du 17 décembre 2020, entrant en vigueur ce jour, le nombre de candidats-huissiers de justice à nommer pour l'année 2021 est fixé comme suit :

- pour le rôle linguistique français : 18 ;
- pour le rôle linguistique néerlandais : 27.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête en annulation est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique (voir à cet effet la rubrique "e-Procédure" sur le site Internet du Conseil d'Etat - <http://www.raadvst-consetat.be/>).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2020/44238]

Gerechtsdeurwaarders

Bij koninklijk besluit van 17 december 2020, dat in werking treedt vanaf heden, is het aantal te benoemen kandidaat-gerechtsdeurwaarders voor het jaar 2021 vastgesteld als volgt:

- voor de Franse taalrol: 18;
- voor de Nederlandse taalrol: 27.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift tot nietigverklaring wordt ofwel per post aangetekend verzonden naar de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, ofwel wordt het ingediend volgens de elektronische procedure (zie daarvoor de rubriek "e-procedure" op de website van de Raad van State - <http://www.raadvst-consetat.be/>).

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2020/44364]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 22 novembre 2020, Mme Daphne VAN ECHEL-POEL, est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 15 septembre 2020.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2020/44364]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 22 november 2020, wordt Mevr. Daphne VAN ECHELPOEL, benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 15 september 2020.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.